Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2009)

Heft: 1814

Artikel: Secret bancaire : en finir avec le déni de réalité : prendre l'initiative sur le plan international permettrait à la Suisse de transformer une défaite (méritée)) en victoire

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013814

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Secret bancaire: en finir avec le déni de réalité

Prendre l'initiative sur le plan international permettrait à la Suisse de transformer une défaite (méritée) en victoire

Jean-Daniel Delley (21 février 2009)

Jusqu'à présent la Suisse s'est complu dans la posture de l'autruche: subir, la tête dans le sable, menaces, pressions et mesures de rétorsion à cause de son secret bancaire, en espérant que la tempête se calme. Ne jamais entrer en matière, jouer la souveraineté inviolable. Et maintenant que les attaques se font plus pressantes, les radicaux ressuscitent 1291 et nous sortent le scénario de l'union sacrée contre les prétentions indues de l'étranger, alors que l'UDC, toujours nostalgique du réduit national, croit pouvoir mettre à l'abri le secret bancaire dans la Constitution. Quant à Hans-Rudolf Merz, notre grand argentier, il ne voit toujours pas de péril en la demeure.

A suivre aveuglément un secteur bancaire saisi par la folie des grandeurs, les autorités en sont venues à confondre la protection de la sphère privée avec la bienveillance intéressée à l'égard des tricheurs fiscaux de toutes provenances. Dans ces conditions, condamner le coup de force américain en se prévalant du droit sonne faux.

Comment sortir de cette impasse? Peut-être est-il trop tard: le premier ministre britannique Gordon Brown est déjà parti à l'assaut en ciblant la Suisse. Mais pourquoi la Suisse ne prendrait-elle pas pour une fois l'initiative en proposant à ses partenaires de mettre au ban de la communauté internationale toutes les pratiques de dissimulation fiscale – paradis fiscaux, secret bancaire. Non pas la Suisse seule, mais tous les Etats concernés. Cette initiative pourrait figurer à l'agenda du prochain G20 qui se réunit à Londres en avril pour tenter de civiliser la finance internationale.

UBS vs. USA

C'est le moment pour les banques suisses de promouvoir d'autres attraits que le secret bancaire

Alex Dépraz (21 février 2009)

La justice américaine sonne l'hallali. Le 18 février 2009, UBS capitulait en rase campagne dans une première bataille, livrant avec la bénédiction de l'autorité de surveillance des marchés financiers (la Finma) le nom de 250 de ses clients, trop vite pour que le Tribunal administratif fédéral l'en empêche. Le lendemain, une cour de Floride poursuivait l'asssaut en requérant de la plus grande banque suisse de livrer à Washington les coordonnées de 52'000 autres titulaires de comptes. Nous le signalions avant son élection (DP 1799): l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche conjuguée à la situation économique qui vide les caisses publiques risquait d'accentuer la pression. Nous y sommes. L'affaire des fonds en déshérence semblera une galéjade en comparaison de ce qui attend la Suisse.

La réalité économique est crue. On ignore pourquoi la droite refuse obstinément de la voir en face. Un secteur économique qui réalise des profits sur le dos des recettes fiscales de nos partenaires économiques n'a plus aucun avenir, pour autant qu'il en ait eu un une fois. C'est encore plus vrai lorsqu'une crise économique vide les caisses publiques à la vitesse grand V. La défense à tout prix du secret bancaire en cas de soustraction fiscale vis-à-vis des pays de l'UE et des Etats-Unis ressemble à de l'acharnement thérapeutique.

Pacta sunt servanda. Sur le plan juridique, les traités internationaux – en particulier celui de double imposition avec